

*Les crédits*

l'heure actuelle, à l'effet de serre et au réchauffement de la planète.

D'abord, les pays du tiers monde nous livrent concurrence, car ils peuvent exploiter des mines à meilleur coût que nous. Nous savons également que sont inventés chaque jour de nouveaux matériaux destinés à remplacer les minerais et les métaux conventionnels. Il sera bientôt question que nous conduisions des voitures propulsées par des moteurs en céramique. Cela est symbolique du genre d'avenir qui nous attend en ce qui concerne la dépendance à l'égard des ressources. Il est devenu de plus en plus évident qu'aucun pays ne peut continuer d'avoir une économie fondée sur les ressources, de produire des emplois convenables pour ses habitants et de maintenir le genre de structures sociales auxquelles le Canada s'est fièrement habitué.

Le ministre a parlé de l'Accord de libre-échange comme étant l'un de ces très importants facteurs qui contribueront à nous rendre plus compétitifs, plus important encore que la recherche et le développement. C'est une des choses les plus absurdes que j'ai entendues depuis longtemps. Le libre-échange est une question de marchés, et les marchés n'auront absolument aucune importance si nous n'avons rien à vendre. Comme je l'ai déjà dit, la vente de nos ressources ne nous rapportera pas suffisamment d'argent pour faire vivre une nation.

Il est très intéressant de voir d'un autre point de vue ce qui se cache derrière l'Accord de libre-échange, soit du point de vue du président du Mexique. Il avait raison. Nous devrions avoir un bloc commercial nord-américain où le Mexique fournirait la main-d'œuvre à bon marché, où les États-Unis fourniraient la technologie et où le Canada fournirait les ressources. Pour pouvoir subvenir à nos besoins dans ce contexte, il nous faudrait avoir une économie où les salaires sont faibles. Le problème, c'est que l'Accord de libre-échange nous empêchera de faire ce que nous devons faire afin de produire ce que les autres essaient de produire, c'est-à-dire une économie où les salaires sont élevés. C'est là que la recherche et le développement entrent en jeu.

C'est très simple. Le ministre l'a mentionné en passant. Nous allons devoir produire plus de biens et de services à valeur ajoutée, et cette valeur ajoutée devra être plus élevée. Ces biens et services à forte valeur ajoutée devront être vendables à l'extérieur, c'est-à-dire échangeables à l'extérieur de notre nation, pour que nous puissions avoir une balance excédentaire ou au moins équilibrée entre nos ventes et nos achats.

Qu'entend-on par valeur ajoutée? On peut dire que c'est la quantité de connaissance et de savoir-faire qui entre dans les produits que l'on vend et qui ajoute réellement à leur valeur, créant ainsi de la richesse. Si c'est bien cela, il est clair, et ce sera clair aux yeux de tous les électeurs qui nous écoutent, que nous n'allons pas réussir si nous ne donnons pas à notre population les compétences, le savoir et les nouvelles connaissances qui créeront la valeur ajoutée ainsi que des produits et des services vendables.

Ce n'est pas simplement la recherche et le développement dans l'industrie, ou les universités ou ailleurs qui sont importants. Si le ministre parle de la même chose que moi en ce qui concerne la compétitivité, en dehors de la recherche scientifique et de la recherche appliquée, alors ça va. Mais il ne l'a pas dit comme tel. Nous devons avoir également, en plus des innovateurs au plus haut niveau, des travailleurs spécialisés qui aient la possibilité d'acquérir les connaissances techniques et le savoir-faire qui leur permettront d'être plus qu'un simple rouage d'une chaîne de montage, d'être capables d'investir dans de nouvelles connaissances. Les nouvelles connaissances ne viennent pas seulement des scientifiques de haut niveau, elles viennent de tous les niveaux de personnes éduquées. Et que se passe-t-il?

Qu'a fait le gouvernement dans ce contexte? Il est normal et inévitable que l'on regarde ce qui a été accompli, non seulement dans le domaine de la recherche et du développement, mais aussi dans les autres domaines d'une économie à haute valeur ajoutée, pour montrer que le gouvernement a échoué en dépit de ses promesses.

Je voudrais rappeler certains aspects du leadership du gouvernement et les comparer aux efforts du précédent gouvernement libéral. Je vais donner deux exemples. En 1979, lorsque le gouvernement du secrétaire d'État aux Affaires extérieures a pris le pouvoir, les conseils octroyant des subventions avaient des plans de cinq ans pour la première fois depuis des années. Cela signifie que le scientifique dans un laboratoire de recherche d'une université est assuré que, pendant cinq ans au moins, il aura les fonds nécessaires pour faire sa recherche.

Il est très intéressant de suivre la tendance du financement des conseils subventionnaires durant cette période. Il augmente jusqu'à l'arrivée des libéraux, puis il diminue. En tant qu'ancien président de l'Association canadienne des professeurs d'université et membre du bureau d'une ou deux sociétés scientifiques du pays, j'ai pu constater de l'intérieur que l'ancien premier ministre